

Unité départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 06 juin 2023

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 23-263

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOUFFLET Fontaine-Macon

RD 68
10400 FONTAINE-MÂCON

Code AIOT : 0005703053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mai 2023 dans l'établissement SOUFFLET FONTAINE-MÂCON implanté RD 68 10400 FONTAINE-MÂCON. L'inspection a été annoncée le 19/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action nationale 2023 visant les sites SEVESO, notamment au regard de leur système de gestion de la sécurité (SGS), de leurs mesures de maîtrise des risques (MMR) et le retour d'expérience après accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET FONTAINE-MÂCON
- RD 68 - 10400 FONTAINE-MÂCON
- Code AIOT : 0005703053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SOUFFLET exploite à FONTAINE-MÂCON un entrepôt, stockant des produits phytosanitaires dédiés à l'agriculture, soumis à autorisation environnementale. Ce site est classé Seveso seuil haut. Il est implanté à 650 m des tiers.

Au titre des ICPE, il a été autorisé par arrêté préfectoral n° 07-3642 du 10 octobre 2007 et est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2012121-0014 du 30 avril 2012, n° PCICP2021197-0001 du 16 juillet 2021, n° PCICP2021313-0002 du 9 novembre 2021 et n° PCICP2022095-0001 du 5 avril 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale SEVESO 2023
- Système de gestion de la sécurité (SGS)
- Mesures de maîtrise des risques (MMR)
- Retour d'expérience post-accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'un SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Mode de recensement des événements et mode de filtre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe 1 – 6	/	Sans objet
3	Suivi des défaillances de MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7 – 5	/	Sans objet
4	Déclaration et analyse des causes des événements	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
5	Exploitation du REX	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe 1 – 6	/	Sans objet
6	Qualification de la MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, Article 4	/	Sans objet
7	Etat initial et programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7	/	Sans objet
8	Gestion des shunts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7	/	Sans objet
9	Détermination du niveau de confiance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7	/	Sans objet
10	Perte d'utilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écarts pouvant impacter la sécurité du site.

Toutefois, l'exploitant a indiqué que le système de détection incendie a été mis en place par Siemens sous le référentiel validé par les assureurs, sans préciser lequel. Il devra transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif afférent précisant le temps de réponse théorique.

De plus, il devra justifier plus précisément du niveau de confiance des chacune des MMR, dans la prochaine notice de réexamen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'un SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents/accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Un système de gestion de la sécurité (SGS) est disponible sur le site. L'exploitant indique qu'il est mis à jour annuellement avant la revue de direction annuelle. Les procédures systèmes mentionnées dans l'annexe de l'arrêté sont intégrées au manuel et complétées par les instructions, enregistrements et consignes nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mode de recensement des événements et mode de filtre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention [...]
Constats : Le système de gestion de la sécurité (SGS) prévoit 2 typologies : <ul style="list-style-type: none">• L'incident, enregistré et géré via une fiche dédiée (fiche présentée) ;• L'évènement majeur qui sera géré via une gestion du Plan d'opération interne (POI). La remontée est portée par le responsable de site et étudiée en collaboration avec la responsable QSE, conformément à la procédure présentée. Les événements sont discriminés : <ul style="list-style-type: none">- selon la zone indiquée (l'enjeu diffère selon les zones concernées) ;- suivant s'il s'agit ou non d'un scénario du Plan d'opération interne (POI) ;- selon la maîtrise de l'évènement. Cette organisation permet d'identifier le cas échéant les accidents majeurs. Toutefois, ce site récent n'a jamais connu d'accident majeur depuis son ouverture. Le fichier listant les incidents et accidents a été présenté. Les sollicitations et les dysfonctionnements des mesures de maîtrise des risques (MMR) sont répertoriées. L'application de la procédure a été vérifiée en séance sur un incident survenu le 20/10/2022 (panne de la carte de détection incendie).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi des défaillances de MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7 – 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. [...] A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. [...]
Constats : Les défaillances en lien avec les mesures de maîtrise des risques (MMR) du site, sont intégrées dans le système de fiches « incident ». L'exploitant a également anticipé quelques actions spécifiques dans une fiche, incluse dans le système de gestion de la sécurité (SGS), explicitant et prévoyant les potentiels « modes dégradés » pour chaque mesure de maîtrise des risques (MMR). La fiche « incident » précise l'équipement concerné, la description des éléments relatifs à sa sollicitation ou son dysfonctionnement, son fonctionnement dégradé le cas échéant, les mesures conservatoires mises en place (avec les procédures afférentes), la fin du mode dégradé et la remise en marche normale. Elle intègre également une analyse des causes et des propositions d'actions pour éviter le renouvellement via un fichier de suivi d'actions. Pour s'assurer que les mesures mises en place sont efficaces et connues des opérateurs, ceux-ci reçoivent une formation initiale dédiée à la sécurité du site. Ils participent à la revue annuelle avec la direction. 2 revues annuelles sont menées sur site par le responsable de site pour tous les opérateurs, chacun devant présenter la barrière mise en place et expliquer la conduite à tenir. Des tests mensuels des différentes mesures de maîtrise des risques (MMR) sont réalisés, le responsable de site veille à ce qu'il y ait une rotation du personnel qui intervient afin que tous maîtrisent la conduite à tenir. En revue de direction, un bilan annuel est réalisé (en interne et en externe) pour acter des mesures plus complètes. Ce bilan est envoyé annuellement au préfet comme le prévoit l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce bilan et les fiches incidents sont systématiquement utilisés lors du retour d'expérience réalisé avec le bureau d'études qui rédige le dossier de réexamen de l'étude de dangers. Le dernier réexamen a été adressé à l'inspection des installations classées le 27 novembre 2020. Il indiquait l'absence de défaillance des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi) depuis le réexamen précédent de 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration et analyse des causes des événements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents / presque accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]
Constats : L'inspection des installations classées est informée en cas de déclenchement du Plan d'opération interne (POI). Pour les fiches « incident », cette information est intégrée dans le bilan annuel envoyé au préfet. Le bilan 2022, transmis le 17 février 2023, mentionne 3 incidents relatifs à des pannes d'équipements immédiatement pris en compte par les équipes sur site. Par sondage, le 22/10/2022, l'incident concernait la carte de détection incendie remplacée sous 5 jours, avec des mesures conservatoires mises en place durant cette période. Une organisation relative à la gestion de crise est en place via le groupe Invivo. Elle a déjà été déclenchée pour des autres sites appartenant au groupe, mais pas pour ce site. L'analyse des incidents et accidents est prévue par la méthode d'arbre des causes et les actions de prévention sont suivies dans un tableau dédié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation du REX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I – 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. [...]
Constats : Le site est intégré dans un grand groupe, avec une organisation centrale favorisant le retour d'expérience entre métiers. L'exploitant est également affilié à la fédération nationale agricole (FNA) pour bénéficier du retour d'expérience commun. En complément, dans le cadre de la revue de direction, l'exploitant indique utiliser la base ARIA pour préparer le retour d'expérience de la profession, notamment avec un abonnement à la newsletter. De plus, l'animatrice HSE appartient à différents groupes sur la thématique et assure la gestion assurantielle afférente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualification de la MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité
Constats : La mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) étudiée lors de la visite concerne la détection incendie. L'exploitant indique que le système a été mis en place par Siemens sous le référentiel validé par les assureurs. Il devra transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif afférent précisant le temps de réponse théorique. Cette mesure de maîtrise des risques est indépendante des événements survenant en amont dans la séquence accidentelle. Ainsi la défaillance d'un élément de la MMR ne peut pas être à l'origine de la séquence accidentelle et l'évènement initiateur à l'origine du scénario d'accident n'entraîne pas de défaillance ou de dégradation de la performance de cette MMR. La détection incendie est uniquement tributaire de l'alimentation électrique. En cas de coupure électrique, un groupe électrogène d'une autonomie de 12h prend le relais. Le site ne présente pas de contraintes liées à son utilisation et son environnement en situation normale et en situation dégradée du fait de l'incendie. Le dimensionnement de la mesure de maîtrise des risques (MMR) est adapté au phénomène à juguler. Lors de l'exercice relatif au Plan d'opération interne (POI) réalisé le 14 juin 2022 auquel l'inspection des installations classées a assisté, la détection incendie a joué son rôle en 4min 35s après l'activation d'un feu témoin. La détection incendie ne déclenche l'alarme sonore et lumineuse que lorsque 2 détecteurs détectent l'incendie. Au bout de 30s, l'électricité est coupée et les portes coupe-feu tombent. Ensuite l'extinction automatique se met en œuvre et la zone concernée est noyée (cf. rapport établi suite à la visite du 14 juin 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etat initial et programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : Cette mesure de maîtrise des risques (MMR) est intégrée à la maintenance semestrielle réalisée par l'installateur, qui est un prestataire certifié. Un contrat de maintenance préventive et curative a été conclu entre les 2 parties. Lors de cette maintenance, l'ensemble de la chaîne de réponse est contrôlé par le technicien. Les rapports de maintenance sont disponibles sur site. Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à consulter le rapport du 30 novembre 2022. Il mentionne que l'état du dispositif est fonctionnel et qu'il respecte les règles APSAD R7. La périodicité est respectée. Le précédent rapport date du 19/07/2022 et le prochain contrôle est programmé début juillet 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des shunts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.
Constats : Aucun membre du personnel de la plate-forme n'est habilité à mettre hors service la détection incendie. Un shunt n'est pas possible techniquement en mode utilisateur sur cette mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi). Seul un administrateur du système peut intervenir à ce niveau. En cas de défaillance, le prestataire est contacté immédiatement pour diagnostic. En cas de problème prolongé, un mode dégradé adapté sera mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détermination du niveau de confiance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : Les notices de réexamen ne comportent pas d'informations sur le niveau de confiance des mesure de maîtrise des risques (MMR). L'étude de dangers de 2011 indique dans son tome III à la page 147/169 que l'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident à l'extérieur des installations est donnée par l'arrêté du 29 septembre 2005. Au vu de la situation géographique très isolée de ce site, les 23 scénarios sont positionnés, suivant la circulaire du 10 mai 2010, dans la grille de criticité avec une gravité a maxima modérée. Aucun scénario ne requiert réglementairement de mesure de maîtrise des risques (MMR) de rang 1 ou de rang 2 pour diminuer le risque. L'étude de dangers de 2011 indique un niveau de confiance de 2 pour la détection incendie (10^{-2}) ; ce qui semble cohérent sur ce type d'équipement. A la page 68 du tome III de 2011, il est indiqué « Compte tenu du mode de détection précoce avec têtes de détection redondantes, le taux de disponibilité peut être fixé à 99 % du temps soit un taux de défaillance de 1/100, (source : groupe de travail « fréquence des événements initiateurs d'accidents et disponibilités des barrières de protection et de prévention » Institut pour une culture de sécurité industrielle (ICSI), juillet 2006). »
Observations : L'exploitant devra justifier du niveau de confiance des chacune des MMR, dans la prochaine notice de réexamen. Il peut être issu des SIL (Safety Integrity Level) définis dans les normes IEC61511 et IEC61508, et/ou déterminé sur la base des documents INERIS Omega 10 (Evaluation des performances des barrières techniques de sécurité) et Omega 20 (Démarche d'évaluation des barrières humaines de sécurité).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.
Constats : La détection incendie est à sécurité positive. En cas de défaillance électrique, le groupe électrogène prend le relai pendant 12h. Dès qu'il y a une défaillance, l'information est remontée immédiatement à l'exploitant via la baie informatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet